

MAINTIEN DES FILLES À L'ÉCOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST : QUELLES BONNES PRATIQUES POUR FAVORISER LEUR AUTONOMISATION ET L'ÉGALITÉ ?

Jeudi 9 octobre 2025

INTRODUCTION

Ce dialogue s'inscrit dans le cadre d'une série de trois dialogues virtuels organisés en 2025, portant sur les enseignements que la région ouest-africaine peut tirer des expériences internationales en matière d'accès des filles à l'éducation, ainsi que sur les réformes nécessaires des systèmes éducatifs afin de garantir leur maintien durable dans le système scolaire. Après un premier dialogue tenu en mars 2025 et un deuxième en août 2025, le troisième dialogue, organisé le 09 octobre 2025, s'est focalisé sur le maintien des filles à l'école en Afrique de l'Ouest et sur les bonnes pratiques visant à renforcer leur autonomisation et à promouvoir l'égalité.

Organisé à la veille de la Journée internationale de la fille, célébrée chaque année le 11 octobre, ce dialogue s'inscrit dans la dynamique de cette journée consacrée à la valorisation du potentiel des filles et à la promotion de leurs droits humains fondamentaux. Instituée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2011, la Journée internationale de la fille vise à attirer l'attention sur les inégalités, les violences et les défis systémiques auxquels les filles sont confrontées, notamment l'accès à l'éducation, la protection contre le mariage forcé et la discrimination, ainsi que l'amélioration de leur santé et de leur bien-être.

Selon l'UNICEF, environ 12 millions de filles sont mariées avant l'âge de 18 ans chaque année dans le monde. Plus de 130 millions de filles dans le monde ne sont pas scolarisées, selon l'UNESCO. Environ 200 millions de filles et de femmes ont subi des mutilations génitales féminines dans 30 pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les adolescentes sont particulièrement vulnérables aux violences basées sur le genre : une fille sur trois dans le monde a subi des violences physiques ou sexuelles au cours de sa vie. Dans de nombreux pays, les filles sont sous-représentées dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM), limitant leurs perspectives professionnelles et économiques.

Partout dans le monde, les filles se mobilisent pour relever les plus grands défis actuels. Elles s'organisent au sein de leurs communautés, luttent pour la justice climatique, exigent la fin de la violence et réinventent leur avenir. Les filles demandent à être reconnues non seulement pour les défis auxquels elles sont confrontées, mais aussi pour ce qu'elles sont et les solutions qu'elles apportent. Pourtant, trop souvent, leurs voix ne sont pas entendues, leurs actions ignorées, leurs besoins et leurs droits mis de côté.

En Afrique de l'Ouest, malgré des progrès notables dans l'accès des filles à l'éducation, de nombreux défis persistent. Mariages et grossesses précoces, pauvreté des ménages, stéréotypes de genre, manque d'infrastructures adaptées (sanitaires, numériques), ou encore crises sécuritaires, continuent de menacer la scolarisation et le maintien des filles à l'école.

La Journée internationale des filles (11 octobre) constitue une opportunité pour rappeler l'urgence de renforcer les politiques et initiatives qui permettent aux filles de non seulement accéder à l'école, mais surtout d'y rester et de réussir.

Cette discussion a permis de mettre en lumière les défis et solutions pour le maintien des filles à l'école en Afrique de l'Ouest, en soulignant son rôle central dans l'autonomisation des femmes et la réduction des inégalités de genre. L'objectif de ce dialogue virtuel était donc de :

- Analyser les principaux obstacles au maintien des filles dans le système éducatif ;
- Partager des expériences et initiatives inspirantes au niveau régional et international ;
- Identifier des pistes d'action concrètes pour les gouvernements, la société civile, les communautés et les partenaires techniques et financiers ;
- Contribuer au plaidoyer autour de la Journée internationale des filles.

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

L'INTERVENANTE

Dr Aicha Awa Ba, Fondatrice de Bantare Impact Group | Consultante et chercheuse en développement international, experte en question de genre, spécialiste de la protection de l'enfance.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- Malgré les progrès enregistrés en matière d'accès à l'éducation des filles en Afrique de l'Ouest, le maintien à l'école, en particulier au niveau secondaire, demeure fragile. Les politiques centrées sur la scolarisation ont porté leurs fruits mais elles n'ont pas été accompagnées de transformations sociales et structurelles suffisantes pour garantir une rétention durable des filles à l'école. Le mariage des enfants, le poids des normes sociales et des rôles de genre valorisant prioritairement le rôle reproductif des filles, ainsi que la charge du travail domestique et reproductif continuent de limiter fortement la poursuite des études, notamment à l'adolescence. On a remarqué, par exemple au Niger, que l'âge médian au mariage chez les femmes sans instruction est de 15,6 ans. Il est de 16,7 ans chez celles qui ont fréquenté au moins l'école primaire et atteint 21,1 ans chez celles ayant au moins un niveau d'enseignement secondaire ou supérieur. Il existe donc une corrélation très forte entre le mariage des enfants et la capacité des filles à poursuivre et achever leur scolarité, au moins jusqu'au niveau secondaire.
- Selon des chiffres qui datent de 2020, on a constaté qu'une seule minorité de filles achève le cycle secondaire : environ 70 % parviennent à accéder à l'enseignement primaire, contre seulement 36 % qui terminent le secondaire. Nous pouvons citer l'exemple du Burkina Faso, où le ministère de l'Éducation nationale avait publié une étude mentionnant que les parents privilégiaient les garçons lorsqu'il s'agissait d'investir dans les dépenses scolaires. Cette étude montrait l'existence d'un environnement éducatif profondément inégalitaire, avec seulement 47 % de femmes parmi les enseignants au niveau primaire et à peine 17 % au niveau secondaire. Cela pose directement la question de la représentation et de la capacité des filles à s'identifier à des femmes adultes susceptibles de devenir des modèles de réussite. Cet aspect est extrêmement important et, malheureusement, il n'a pas été suffisamment exploré, notamment en ce qui concerne l'impact des femmes modèles dans l'éducation ou dans d'autres secteurs sur les perspectives de croissance économique, professionnelle ou académique des filles.
- Le Niger et le Burkina Faso reviennent régulièrement dans les discours, parce que ce sont des pays sur lesquels la recherche a véritablement approfondi la question du maintien des filles à l'école. Ce sont également des contextes très révélateurs des enjeux liés au mariage des enfants et, plus largement, à la protection des filles. Une étude menée au Niger il y a quelques années a mis en évidence une certaine perception de l'éducation des filles, en la catégorisant en trois dimensions. D'abord, l'éducation formelle, que nous connaissons bien, dispensée à l'école dite « classique » il s'agit le plus souvent de l'école d'inspiration française. Ensuite, l'éducation familiale, qui englobe l'ensemble des apprentissages transmis aux filles afin qu'elles soient en mesure de tenir un foyer, de s'occuper des enfants et d'être perçues comme de « bonnes épouses ». Enfin, l'éducation religieuse, dont l'importance ne cesse de croître, aussi bien pour les garçons que pour les filles. Cette tendance a également été observée au Sénégal. Dans l'ensemble du spectre de l'éducation arabo-islamique, on constate en effet une augmentation notable de la fréquentation des filles, notamment dans les écoles franco-arabes. Par rapport à l'éducation formelle, l'éducation familiale et religieuse sont souvent considérées comme concurrentes plutôt que complémentaires, ce qui fragilise la légitimité de l'école formelle et réduit l'investissement des familles dans la scolarité prolongée des adolescentes.

- Ces dynamiques s'ajoutent à des contraintes économiques persistantes, liées aux coûts directs que les foyers doivent supporter pour l'éducation des enfants. En Côte d'Ivoire, où l'Etat expérimente la gratuité de la scolarisation, il existe de nombreux coûts indirects qui conditionnent la scolarisation d'un enfant : les transports, les repas, les uniformes, les fournitures scolaires, le logement et, notamment, la proximité entre le domicile et l'établissement scolaire. L'ensemble de ces facteurs continue d'exclure de nombreux enfants ; pas uniquement les filles, même si elles restent les plus affectées. On peut évoquer également des contextes de crises multiples (conflits armés, insécurité alimentaire, chocs climatiques et instabilité politique), qui affectent de manière disproportionnée la scolarisation des filles.
- Les technologies numériques offrent des opportunités potentielles pour repenser les modalités d'apprentissage et d'accès à l'éducation, mais leur déploiement reste fortement contraint par des inégalités structurelles persistantes. L'accès inégal à l'électricité, à la connectivité, aux équipements numériques et aux compétences de base limite, dans les contextes ouest-africains, la capacité des solutions en ligne ou à distance à répondre efficacement aux risques de décrochage scolaire des filles, rendant toute généralisation prématurée.
- En outre, les technologies font émerger de nouvelles vulnérabilités susceptibles d'accentuer les abandons scolaires, en particulier chez les filles. Le cyberharcèlement, les violences en ligne, l'exposition à des contenus préjudiciables, l'addiction aux écrans et la sous-représentation de modèles féminins de réussite scolaire et professionnelle dans les médias numériques affectent la performance scolaire, l'estime de soi et les aspirations éducatives des adolescentes, avec des impacts encore insuffisamment documentés mais déjà préoccupants.
- Les violences basées sur le genre en milieu scolaire constituent par exemple un facteur direct et avéré de déscolarisation des filles. Elles prennent des formes multiples à savoir les violences sexuelles, les agressions, le harcèlement physique, les violences verbales et psychologiques, et affectent de manière disproportionnée les adolescentes. Ces violences contribuent à transformer l'école en un espace d'insécurité, remettant en cause sa fonction protectrice et dissuadant les filles de poursuivre leur scolarité.
- La prévalence réelle des violences à l'école reste largement sous-estimée en raison d'une absence de culture de dénonciation et d'un tabou sociétal persistant autour des violences sexuelles. La méconnaissance du consentement, tant chez les filles que chez les garçons, combinée à des normes sociales ambiguës et à l'influence amplificatrice des réseaux sociaux, entretient une banalisation des violences et une culture du silence, renforcée par l'insuffisance de dispositifs juridiques et institutionnels adaptés à l'accueil et à la prise en charge des victimes.
- La réduction des financements des partenaires techniques et financiers a mis en évidence la forte dépendance des initiatives de maintien des filles à l'école à l'aide extérieure, révélant la fragilité d'un modèle qui n'était pas soutenable à long terme. Ce retrait a toutefois accéléré une prise de conscience sur la nécessité pour les États d'assumer pleinement la responsabilité du financement des services sociaux de base, en particulier l'éducation des filles, dans un contexte où les discours sur la souveraineté nationale sont de plus en plus présents. Le principal risque identifié est que, face aux crises multiples, l'éducation et la protection des filles soient reléguées au second plan au nom d'autres priorités, alors même que les conséquences d'un sous-investissement domestique seraient structurelles et durables.
- La recherche est encore insuffisamment exploitée pour orienter efficacement les politiques et les programmes en faveur du maintien des filles à l'école. Les évidences produites peinent à être pleinement intégrées dans les dynamiques de plaidoyer et de décision, alors même que les décideurs sont de plus en plus réceptifs à des arguments fondés sur des données probantes.
- Il n'existe pas un modèle unique ou un pays « champion » du maintien des filles à l'école en Afrique de l'Ouest, mais plutôt une diversité d'expériences nationales présentant chacune des avancées spécifiques et contextualisées. Les progrès observés relèvent d'approches différenciées, adaptées aux priorités et aux contraintes propres à chaque pays. Certains pays se distinguent par des politiques ciblées et innovantes : le Sénégal par l'importance accordée au financement du secteur éducatif, la Sierra Leone par l'inclusion scolaire des filles enceintes et des adolescentes mères, et le Niger par l'adoption d'un cadre juridique liant scolarisation des filles et lutte contre le mariage des enfants.

RECOMMANDATIONS

- Aller au-delà des politiques centrées sur l'accès à l'éducation en intégrant explicitement des stratégies de maintien des filles à l'école, en particulier au niveau secondaire. Cela implique de s'attaquer aux déterminants sociaux profonds du décrochage scolaire, notamment la charge du travail domestique, ainsi que les normes de genre qui dévalorisent l'éducation formelle des filles, à travers des politiques éducatives sensibles au genre et ancrées dans les réalités locales.
- Renforcer l'adaptation des systèmes éducatifs aux contextes de vulnérabilité, en tenant compte des contraintes économiques persistantes et des crises multiples qui affectent de manière disproportionnée la scolarisation des filles. Il s'agit notamment de réduire les coûts indirects de la scolarisation, de mieux articuler les différentes formes d'éducation (formelle, familiale et religieuse) et de consolider le rôle de l'école comme espace légitime de protection, de mobilité sociale et d'opportunités pour les adolescentes.
- Promouvoir des approches intégrées fondées sur le modèle socio-écologique, en impliquant simultanément les filles, les familles, les communautés dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des initiatives éducatives. La reconnaissance des filles comme sujets actifs et leaders de leur parcours éducatif, ainsi que l'implication précoce des parents, des leaders communautaires et religieux, sont essentielles pour favoriser l'appropriation locale et la durabilité des actions.
- Améliorer les cadres institutionnels et les partenariats entre gouvernements et organisations de la société civile, en capitalisant sur les investissements publics dans l'éducation et sur les dispositifs existants, notamment en contexte de crise. Il s'agit d'institutionnaliser les environnements scolaires protecteurs, d'utiliser l'éducation comme levier transversal pour traiter les enjeux de protection (mariage des enfants, santé sexuelle et reproductive), et d'aller au-delà de l'accès en investissant durablement dans la qualité de l'éducation, le climat scolaire, les infrastructures et les mécanismes de réintégration.
- Insérer les technologies numériques dans l'éducation de manière progressive, contextualisée et équitable, en priorisant la réduction des fractures numériques, l'investissement dans les infrastructures de base et le renforcement des compétences, tout en développant des solutions hybrides et alternatives adaptées aux besoins des filles les plus exposées au risque de décrochage. Dans le même sens, il est essentiel d'intégrer pleinement la protection des enfants et des adolescentes dans les politiques éducatives numériques, en renforçant la prévention et la réponse aux violences en ligne, en promouvant des usages responsables des écrans et en valorisant des modèles féminins positifs de réussite scolaire et professionnelle.
- Intégrer la prévention et la prise en charge des violences basées sur le genre comme une dimension centrale des politiques éducatives, en renforçant l'éducation au consentement, la déconstruction des normes sociales et la formation des acteurs scolaires. Parallèlement, la mise en place de mécanismes de signalement accessibles et sécurisés, appuyés par des cadres juridiques protecteurs, est essentielle pour rompre la culture du silence et garantir l'école comme un espace sûr pour les filles.
- Sur la question du financement, au-delà de l'augmentation des allocations, l'enjeu central réside dans la qualité, l'optimisation et la rationalisation des dépenses, afin que les ressources disponibles soient effectivement investies dans des politiques à fort impact pour l'éducation des filles. Le renforcement du plaidoyer budgétaire, l'appui à une société civile capable d'exercer un contre-pouvoir citoyen et la valorisation de l'expertise locale apparaissent essentiels pour garantir que l'éducation, la protection et les services sociaux de base ne soient pas relégués au rang de priorités secondaires, y compris dans les contextes de crise.
- Il est recommandé de recourir aux mécanismes régionaux de partage d'expériences et d'apprentissage entre pays, afin de capitaliser sur les bonnes pratiques existantes et de favoriser leur adaptation et leur mise à l'échelle. La mutualisation des enseignements tirés des politiques nationales permettrait de concevoir des solutions régionales plus cohérentes, fondées sur des défis communs et des contextes socioculturels similaires, tout en évitant les approches uniformes déconnectées des réalités locales.

- Renforcer l'articulation entre recherche, plaidoyer et action publique en faisant des résultats de la recherche un outil central d'orientation, d'évaluation et de réajustement des politiques et programmes éducatifs, tout en développant des approches de recherche plus inclusives et participatives. Cette démarche permettra de produire des connaissances mieux ancrées dans les réalités locales et capables d'alimenter une transformation durable de l'offre éducative en faveur du maintien des filles à l'école.

CITATIONS DE L'INTERVENANTE

Dr Aicha Awa Ba, Fondatrice de Bantare Impact Group | Consultante et chercheuse en développement international, experte en question de genre, spécialiste de la protection de l'enfance.

« Les violences basées sur le genre ne sont pas un problème périphérique de l'éducation : elles sont au cœur même du décrochage scolaire des filles. »

« En matière de maintien des filles à l'école en Afrique de l'Ouest, je ne dirai pas qu'il y a un pays plus en avance que l'autre, mais chacun a sa manière de briller, et nous vivons dans une région qui a la beauté de se ressembler dans ses défis comme dans ses bonnes pratiques. »

« Cette vague de coupes budgétaires a précipité l'impératif auquel nos pays doivent se soumettre : la mobilisation domestique de ressources. La souveraineté, ce n'est pas seulement économique, elle est aussi dans les services que l'on met à la disposition de nos citoyens, notamment l'éducation. »

« Les technologies peuvent ouvrir de nouvelles perspectives pour l'école de demain, mais dans nos contextes, elles révèlent aussi de nouvelles inégalités et de nouveaux risques. Le défi n'est pas seulement d'innover, mais de protéger, de représenter et de donner aux filles les moyens de se projeter dans une réussite scolaire et professionnelle qui leur ressemble. »

« Il faudrait juste savoir écouter et savoir écouter au bon moment et le bon moment c'est tout le temps. Les normes sociales ne sont pas impossibles à transformer si on n'antagonise pas, si on intègre les communautés, et si on travaille de manière holistique, en pensant au bien-être et aux droits des filles dans leur globalité. »

« Il existe aujourd'hui un décalage entre ce que l'école est censée apporter en termes de capital humain et ce que les familles attendent réellement de l'éducation des filles. »

POUR ALLER PLUS LOIN

VIDEO DE LA CONVERSATION



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

